



Cirad

Conseil d'Administration Agreenium 30 juin 2010

Compte-rendu CGT

Par : Cyrille Barrier, élu CGT pour l'enseignement Supérieur & Pascal Tillard, élu CGT pour l'INRA

Après approbation du PV du dernier Conseil d'Administration du 16 avril 2010, l'ordre du jour mentionnait **"premier éléments sur le livre blanc"**. Les élus CGT ont refusé d'entrer dans le détail de ces documents. Ils sont intervenus sur le fond. Ils ont contesté le cadre d'analyse qui s'appuie en partie sur les analyses de la banque mondiale. Ils ont contesté le fait que les partenariats avec les TPE, les PME et les grandes multinationales soient traités de la même manière. Les élus CGT indiquent qu'il s'agit d'une question d'éthique ; participer aux délocalisations, aux profits délivrés aux actionnaire ne pouvait laisser indifférent Agreenium qui est une "collection de services publics". Dans le même ordre d'idée ils ont contesté que la demande économique se résume à la demande des entreprises et se substitue à la demande sociétale.

Les élus CGT ont également contesté une des contributions du livre blanc «... *que les pays du sud, le rôle de l'agriculture dans développement économique et la lutte contre la pauvreté est reconnu à sa juste valeur* ». Les élus CGT ont repris les chiffres de la FAO qui démontrent qu'avec l'évolution du contexte, l'évolution internationale de l'augmentation de la faim dans le monde se chiffre en nombre de personnes à plus d'un milliard soit une augmentation de 130 millions entre 2006 et 2010.

Les élus CGT contestent le cadre qui fixe l'analyse des documents fournis aux administrateurs. Prendre les rapports de la banque mondiale comme élément central pour expliquer le problème de la faim dans le monde est fortement contestable au regard de l'action de cette institution. Les élus CGT rappellent que les émeutes de la faim de 2007, sont essentiellement liées à une spéculation boursière sur le prix des denrées alimentaires. Les élus CGT sont consternés que les rédacteurs des documents n'aient pas étendu leur analyse avec un autre cadre que celui porté par le modèle économique dominant.

Nous avons rappelé que nous ne voulions aucun transfert de missions et de moyens à Agreenium. Certaines contributions au livre blanc sont loin d'être claires, comme la mise en place d'un collège doctoral Agreenium international qui n'est pas habilité à délivrer des diplômes. La plus value des missions que peut apporter Agreenium d'après Mme Guillou correspond également à des terrains où sont déjà engagés les PRES (Paristech, Universud, Gis STVE, etc.), ce sont donc des missions concurrentielles.

Ceci dit la ligne entre les missions des écoles et de l'INRA avec Agreenium est très étroite, les écoles fondatrices d'Agreenium ont par conséquent d'autres stratégies d'évolution. Elles ont une posture opportuniste.

B. Chevassus-au-Louis a présenté **les premiers travaux du COS**. Les élus CGT ont dénoncé que le COS ait commencé ces travaux sans attendre la présence des représentants des organisations syndicales représentatives du secteur des IAA. Nous avons apprécié cette démarche comme du mépris à l'égard des

salariés et de leurs représentants.

M. Guillou a réaffirmé que le livre blanc est une somme de contributions qui deviendrait un livre vert donc un guide pour un plan d'action. O.Vilotte (secrétaire générale d'Agreenium) nous a répondu que la désignation était dans les "tuyaux".

Guy Riba intervient pour dénoncer un des objectifs d'Agreenium (Céréales Méditerranée), pour lui Agreenium va se substituer en partie aux instituts et écoles (sic !). Les élus CGT indiquent qu'ils partagent ce point de vue et que ce glissement des missions des fondateurs vers Agreenium est consubstantiel à l'EPCS. La direction d'Agreenium se défend d'avoir cette ambition.

La DM1 propose un abonnement du budget de 200.000 € par une subvention de l'ANR. Les élus CGT se sont abstenus.

Coup de théâtre !

M. Guillou signalant qu'elle avait un rendez-vous important à Paris a quitté le CA suivie par opportunisme par Rémy Toussain - AgroParisTech, Gérard Matheron - Président du Cirad, Marion Zallé (MAAP - Directrice Générale DGER), Jacques Aumont - successeur de Michel Eddi au CA d'Agreenium, Guy Riba - vice président de l'INRA.

L'élue FSU réagit au nom des représentants du personnel pour dénoncer tous ces départs non prévus. Il rappelle que ce conseil d'administration en province est coûteux et qu'il n'a d'intérêt que si on peut profiter de l'escapade pour visiter un ou deux labos d'Agrocampus Ouest.

La direction d'Agreenium et les membres nommés restants du CA ne cachent par leur désarroi et leur mécontentement.

Les représentants du personnel refusent de discuter du **règlement intérieur du CA** en l'absence des représentants de l'administration. Le directeur d'Agrocampus Ouest qui assure par défaut la Présidence du CA retire ce dossier de l'ordre du jour.

La désertion des membres fondateurs du CA traduit sans aucun doute le peu de cas que font les membres fondateurs du consortium, du moins pour l'instant.

Marion Guillou étant pressée, elle a voulu limiter la discussion et a donné l'impression qu'elle ne maîtrisait pas les dossiers par désintérêt.

Un autre exemple, le tableau présentant la DM1 montrait une inexactitude relevée par un représentant CFDT. Une première !

Autres points de l'ordre du jour :

Présentation des actions de terrain sur le développement d'une coopération entre Agreenium et Haïti.

Dissolution du GIP IFRAI 5GIP (Initiative Française pour la recherche Agronomique).mission transférée vers Agreenium.

Contacts CGT :

- **CGT-INRA** : cgt@inra.fr
- **SYAC-CGT** (Syndicat National CGT de l'Agriculture et des établissements sous tutelle) : syac.cgt@agriculture.gouv.fr
- **CGT-CIRAD** : risterucci@cirad.fr